

**Oscar Mazzoleni**

# NATIONALISME ET POPULISME EN SUISSE

La radicalisation de la « nouvelle » UDC



Presses polytechniques et universitaires romandes

# 1

## UN SUCCÈS SANS PRÉCÉDENT

Depuis quelques années, le paysage politique européen a été marqué par l'apparition de formations et de partis qui défient les rapports de forces habituels, avec un succès souvent considérable. Les observateurs ont qualifié cette nouvelle mouvance en usant de catégories ou de labels tels « extrême droite », « droite radicale », « populisme » ou encore « national-populisme ». Cet ouvrage souhaite aider le lecteur à comprendre ce phénomène dans le contexte helvétique, particulièrement sur le plan électoral.

Dans l'histoire récente de « la plus ancienne démocratie d'Europe », « patrie de la démocratie directe », épargnée par les régimes dictatoriaux fascistes et nazis durant les années 1930, les mouvements et les partis « d'extrême droite » ou « populistes » n'ont certainement pas été absents. C'est au cours des années 1960 et 1970 qu'on voit pointer quelques manifestations d'intolérance et quelques appels à l'autoritarisme, par exemple dans le « mouvement contre l'emprise étrangère », qui a parfois rencontré un vaste soutien. C'est toutefois dans les années 1990 que la défense de l'identité nationale et de la neutralité, la peur des étrangers et la critique des élites au pouvoir deviennent en Suisse les thèmes qui vont entraîner un véritable changement dans les équilibres politiques.

A la fin des années 1980, cet ouvrage aurait été consacré à quelques partis mineurs, tels les Démocrates suisses (DS) ou le Parti des automobilistes (PA). Aujourd'hui, cette mouvance a pris une ampleur exceptionnelle. Outre la Lega dei Ticinesi (LEGA), mouvement confiné au canton du Tessin, elle a été fortifiée par l'Union démocratique du centre (UDC), ancien parti d'origine agrarienne. C'est l'UDC qui, depuis le milieu des

années 1990, apparaît, sur le plan national, comme un parti d'opposition, voire «le» parti d'opposition; et cela malgré le fait que des représentants de ce parti siègent au gouvernement fédéral depuis les années 1920. La radicalisation des années 1990 est allée de pair avec une avancée électorale spectaculaire. Aux élections de la chambre basse du parlement fédéral (le Conseil national), l'UDC passe, entre 1991 et 1999, de 11,9% à 22,5% des suffrages. Depuis l'introduction du système proportionnel, en 1919, aucun autre parti suisse n'avait réussi une aussi fulgurante progression. L'avancée électorale s'est poursuivie dans les années 2000. En 2007, ce parti obtient le 29% des suffrages, c'est-à-dire le taux le plus élevé jamais atteint par un parti suisse depuis les années 1910. Ce phénomène, parce qu'inédit et surprenant, mais surtout parce qu'il interroge le futur du système politique suisse, exige une analyse qui puisse rendre compte de sa genèse et des raisons de son succès.

C'est ce que nous essayerons de faire ici, dans les limites de cet ouvrage de synthèse. Nous illustrerons, en trois étapes, l'histoire de la mouvance «national-populiste» suisse des années 1960 à nos jours.

Nous montrerons comment l'UDC hérite de thèmes et modalités d'action jadis propres à des formations mineures de la «droite radicale et populiste», tout en les réduisant, par ce même biais, à «quantité négligeable», et réussissant ainsi à concurrencer efficacement les deux principaux partis bourgeois dans nombre de cantons suisses.

Nous mettrons en perspective les conditions «d'émergence» de l'avancée électorale de l'UDC : il est difficile en effet d'imaginer son succès électoral indépendamment des crises sociales, économiques, culturelles et politiques que la Suisse traverse à la fin des années 1980 et dans la décennie qui suit.

Nous analyserons les conditions du succès, et en particulier les ressources organisationnelles et la rhétorique politique mises en œuvre par l'UDC pour réaliser sa stratégie de conquête.

Nous chercherons à identifier la composition actuelle de son électorat, ses appartenances sociales et économiques, ses valeurs et son idéologie.

Ensuite, nous aborderons la question du rapport entre l'UDC et le système politique suisse afin d'illustrer les raisons de l'attitude ambivalente entre « rupture » et « intégration », qu'elle entretient à son égard, depuis plusieurs années.

Nous discuterons enfin du problème de définition et d'appellation : comment définir les caractères essentiels de cette « nouvelle » UDC ? Dans quelle mesure le concept de « national-populisme », de plus en plus utilisé dans l'étude de ce phénomène, peut-il nous satisfaire ? Quels en sont les limites ?